



L'Économie dont nous avons besoin

Déclaration du mouvement de l'Économie Sociale et Solidaire à Rio +20

Cette déclaration a été construite par le Conseil d'Administration du Réseau Intercontinental de Promotion de l'Économie Sociale Solidaire (RIPESS), prenant comme base les discussions et délibérations face à Rio+20 de la Rencontre Latinoaméricaine et Caribéenne de l'Économie Solidaire et du Commerce Équitable et avec des apports des représentants des autres continents.

Si vous êtes d'accord avec les contenus de cette déclaration, nous vous remercions de l'exprimer en la signant avant la fin de la journée du 18 juin, ici : <http://www.riposs.org/declaration-riposs-rio20>

Le Sommet des Peuples et la Conférence des Nations Unies pour le Développement Durable Rio + 20 se tiennent dans un moment de crise de civilisation qui s'exprime par une multitude de crises : alimentaire, écologique, énergétique, financière, sociale et de représentation politique. Et ce n'est pas avec la même pensée et le même modèle de société qui ont généré ces crises qu'on en sortira !

La prétendue économie verte telle qu'elle est présentée par les gouvernements et les multinationales n'est qu'un prolongement de ce modèle à travers la marchandisation des biens communs comme nouvelle voie d'expansion du capitalisme en crise, alors que l'économie solidaire permet de s'en émanciper.

Dans tous les continents, dans des communautés, régions et pays il y a déjà des initiatives économiques et sociales dans de nombreux secteurs d'activités qui démontrent la possibilité concrète et vivante d'autres modèles de développement, d'organisation de l'économie et des sociétés, où la vie, la pluralité, l'autogestion, la justice environnementale et sociale définissent une économie solidaire différenciée de l'économie du capital. L'économie solidaire est un mouvement social qui, avec d'autres, contribue à consolider une vraie démocratie économique et politique.

La création de l'Agence Internationale Environnementale proposé par le PNUE ne pourra pas répondre aux enjeux de gouvernance globale. Il est impératif que les outils et les institutions de gouvernance soient transformés pour être structurellement basés sur des processus continus de concertation et de participation de tous les secteurs de la société, au niveau local, régional, international et qu'ils ne soient pas dominés par les plus gros contributeurs financiers et gérés par des «experts». Il faut respecter et reconnaître la souveraineté des peuples et des communautés qui seuls ont la légitimité et la capacité de mener un développement solidaire qui garantisse la préservation des biens communs.

L'économie solidaire construit des modèles de production et de services avec tous et pour tous. Ces initiatives ne peuvent être considérées comme de simples « programmes de réparation et de lutte contre la pauvreté ». Au contraire, elles garantissent intrinsèquement la justice dans toutes ses dimensions tout en développant des activités économiques, sans la concentration de richesses matérielles ni financières, ni la création de la pauvreté. L'économie solidaire met en place des systèmes de commercialisation équitable, de finances et de monnaies sociales au service des économies réelles, des circuits courts entre producteurs et consommateurs, de souveraineté alimentaire, entre autres alternatives concrètes.

Le mouvement de l'économie solidaire, avec d'autres mouvements de transformation de la société, incarne un vrai projet démocratique, de respect des droits des femmes et des hommes, du travail, des droits civiques, de la diversité des cultures, et des droits de la nature pour le *bien vivre* des populations.

Rio+20 ne répondra aux enjeux posés que si les gouvernements qui y participent s'orientent sur ce qui est en train d'être construit par le peuple comme une vraie alternative pour l'avenir de l'humanité sur la Terre.

Rio de Janeiro, juin 2012